



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N° 119

AUTOMNE 2017

LA CHINE ? TROP GROSSE POUR QU'ON Y TOUCHE, TROP MENAÇANTE POUR QU'ON SE FÂCHE

Le combat des droits de l'Homme se déroule à plusieurs niveaux : le premier, local, immédiat et d'expérience personnelle retient l'attention de tous ; le deuxième concerne les nations et leur droit à l'indépendance et à la paix aux frontières ; le troisième, dans un ensemble mondialisé, c'est le droit à disposer d'institutions internationales justes et clairvoyantes, soucieuses d'écologie, efficaces dans la prévention des conflits et vigilantes dans l'émergence des totalitarismes.

En ce domaine, les développements sont lents, les erreurs n'ont pas d'effets immédiats

et la tendance naturelle est de leur attacher moins d'importance. Ainsi en va-t-il du combat pour l'environnement ou du bouleversement graduel des équilibres internationaux. Le risque est grand d'y prêter attention trop tard.

Pour nous précisément, et c'est l'objet de ce billet, l'émergence de la Chine devrait inquiéter plus qu'elle ne fait car elle s'accompagne d'une récusation globale des valeurs universelles et d'une claire volonté de modeler à son image la vie internationale. Elle a déjà commencé d'en pervertir les institutions.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



Les faces multiples de la dictature

Le bulletin publié pendant douze ans sur les droits de l'Homme en Chine avait pour objet d'attirer l'attention sur le totalitarisme installé dans la nation la plus peuplée du monde. Il n'a guère entraîné de réaction. Nous serions-nous trompés sur la nature du régime chinois ?

Apporter chaque mois quinze pages de faits vérifiables et insupportables n'a pas servi à grand-chose. À quoi bon s'intéresser à un pays lointain, à un régime si différent, pratiquant une langue difficile, à des victimes dont on oublie aussitôt le nom imprononçable ? N'étions-nous pas en train, comme les colonialistes d'autrefois, d'agiter à nouveau la menace d'un péril jaune ?

Mais seuls les faits comptent. Fermer les yeux sur l'inadmissible et continuer à tendre une main aimable et à sourire comme si de rien n'était, engage l'avenir de chacun. Et encourage toute dictature dans sa répression et ses efforts d'infantilisation du peuple. C'est pourquoi il faut poursuivre. Au lieu d'un bulletin qui relatait les faits marquants du mois, le billet Chine sera plus court et mettra l'accent sur tel ou tel aspect du régime chinois, dans le cadre d'une réflexion maintenue sur les droits de l'Homme. Avec une inflexion : sans oublier la détresse des militants chinois, on mettra l'accent sur les responsabilités qui nous incombent – à nous et à nos gouvernements – : parler vrai sur ces violations incessantes des droits de l'Homme et rechercher les voies d'y mettre un terme.

NÉCESSITÉ D'UNE ANALYSE GLOBALE : LE TOTALITARISME A DES ASPECTS INDISSOCIABLES

Le régime chinois existe depuis soixante-huit ans. Son histoire mouvementée n'empêche pas d'en reconnaître aujourd'hui les constantes :

La toute-puissance du parti, qui fait et interprète à sa guise la Constitution et la loi et qui les viole dès que ça lui est utile.

L'absence totale et revendiquée de la séparation des pouvoirs.

Le rejet des valeurs universelles.

La dépendance de la justice.

La prise en main complète des médias.

La volonté de puissance qui donne priorité à l'investissement sur la consommation.

Les inégalités croissantes et l'appropriation privée des richesses publiques.

L'importance du budget de répression et du budget militaire.

Une ambition nationaliste qu'accompagne le thème dangereux du réveil de la nation.

L'évasion prudente et soigneusement dissimulée des capitaux.

La persistance d'un double langage : apaisant pour l'extérieur ; menaçant pour les nationaux.

LE CHANGEMENT DE TOTALITARISME

Sous Mao, le politique menait la vie économique. Tout était politique, même la plus petite des décisions familiales ; la révolution devait s'installer dans le plus petit hameau et galvaniser l'esprit de sacrifice au service du peuple. Chacun était incité à se mêler de tout et à se passionner pour les « grandes affaires de l'État ». Il fallait oser critiquer le courant dominant, aller à contre-courant, même si c'était en fait dangereux pour qui s'y hasardait. On célébrait l'impertinent écrivain Lu Xun.

Le renversement opéré par Deng Xiaoping, qui souhaitait fonder la puissance chinoise sur la modernisation économique et la croissance, a retourné la logique du système. Le démantèlement et la privatisation du secteur public ont conduit à sa prise en main par les familles dirigeantes (un groupe mêlant l'appareil du parti et les grandes entreprises). On ne peut plus distinguer la sphère politique de la sphère de l'économie.

Mais il s'agit bien encore d'un totalitarisme. Seulement, au lieu d'inciter la population à jouer le rôle d'une avant-garde mondiale, on la contraint maintenant à s'épargner les vaines querelles politiques, à se taire, à accepter les choix de la classe dirigeante et les élections bidon, à se résigner à l'état d'impuissance, à la croissance des inégalités et à la suprématie des plus fortunés, dans l'espoir d'accéder à une classe moyenne encore peu nombreuse et de s'intégrer à la classe des riches. Il ne faut plus lire Lu Xun, le trublion.

Pour que le système opère, il faut que la population intimidée ne proteste plus, qu'elle ait toujours plus à perdre en parlant qu'en se taisant. Il est bien aussi qu'elle soit mal informée ou désinformée, grâce à une presse aux ordres et à une stricte censure des médias et au contrôle de l'internet. Et que le pouvoir s'en prenne vite et fort à tout ce qui bouge sur le plan politique.

Un tel régime semble présenter bien des avantages à l'extérieur. Le monde international des affaires a toujours trouvé rassurant qu'une classe dirigeante soit mue par un désir d'accumulation semblable au sien. Et si elle est corrompue, tant mieux car on a les moyens de lui parler et de négocier efficacement.

C'est une erreur d'analyse grossière, sinon fatale. L'avidité d'un État et de ses agents n'a rien de rassurant quand elle s'étale aux dimensions de la Chine et se trouve déjà à l'étroit à l'intérieur de ses frontières. Ne voir dans la Chine qu'une force économique soutenant la croissance mondiale et pesant sur les prix des matières premières, c'est s'aveugler sur tout le reste. C'est oublier la pauvreté intérieure, l'appareil policier, les forces militaires, les ambitions mondiales, la

perversion déjà en cours des pratiques internationales. À l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, certains cherchaient à se rassurer, comme ils avaient fait pour ses prédécesseurs : cet homme nouveau allait moderniser la vie politique ; en cinq ans, il n'en a rien fait. Maintenant qu'il instaure un pouvoir monolithique en interdisant toute contestation, les mêmes continuent de rêver : puisqu'il accumule sur lui-même toute l'autorité, c'est sans doute pour mieux partager le pouvoir un peu plus tard. De telles obstinations dans la complaisance risquent de conduire à la catastrophe un jour ou l'autre.

LA FABLE DE L'ÉLÉPHANT ET DES AVEUGLES. CHACUN VOIT CE QU'IL VEUT VOIR

Une fable de la tradition chinoise éclaire sur les erreurs de jugement porté sur le pays. Les approches fragmentaires ne donnent pas une vue d'ensemble.

Quatre aveugles prétendent savoir ce qu'est un éléphant en le tâtant. Le premier en touche le flanc et pense qu'il ressemble à un

mur ; le second touche les défenses et croit qu'il est une espèce de gourdin ; le troisième palpe une patte et songe à un pilier ; le dernier empoigne la queue et conclut à une sorte de corde.

Il en va un peu de même des regards sur la Chine. Certains célèbrent sa peinture ou ses calligraphies ; d'autres s'émerveillent du taux de croissance officiel ; d'autres méditent sur les profondeurs du taoïsme ; il s'en trouve aussi que font rêver les poèmes des dynasties Tang et Song. Beaucoup moins nombreux hors de Chine sont ceux qui se soucient des réalités sociales d'aujourd'hui, de la pauvreté des campagnes, des interdits politiques et syndicaux, de la prise en main complète de l'information qui équivaut à une désinformation généralisée.

À qui soulève ces zones d'ombre, on rétorque avec indulgence que la police est justifiée par la croissance ; qu'un pays si grand ne peut être dirigé que par un régime à poigne ou encore que tout ça n'a guère d'importance puisque la culture chinoise est constamment en quête de l'harmonie du monde. « Nous avons tous assez de force pour supporter les maux d'autrui » (La Rochefoucault).

Le congrès

Le XIX^e congrès du Parti (18-24 octobre 2017) a fixé et confirmé les orientations du régime en même temps qu'il a instauré au profit de Xi Jinping un pouvoir personnel sans précédent depuis Mao Zedong.

Il n'y a plus qu'un personnage central, sans adjoint et sans successeur désigné. Durant le précédent mandat, Xi Jinping a cumulé douze postes, tous importants, qui lui donnent le contrôle de toutes les sphères gouvernementales, de l'économie et de l'armée. Donc, sauf accident de parcours et probablement jusqu'au vingt et unième congrès, le parti chinois sera le parti de Xi Jinping sans réserve. La « pensée » du chef du P.C.C. entre dans les statuts du parti. Il n'y a guère que la Corée du Nord pour accepter un pouvoir soit à ce point personnel. La Russie de Poutine, qui affecte de tolérer une opposition et le multipartisme, qui fait semblant de respecter la Constitution du pays, ne pousse pas à ce degré la personnalisation du pouvoir et l'autocratie. La perspective officielle en Chine, c'est de parvenir sans encombre en 2049 pour y célébrer un siècle de monopartisme, fondé sur l'absence d'élections et de consultations populaires sincères.

Le renouvellement du mandat de Xi Jinping est évidemment sans surprise. Comme l'avait été sa désignation en 2012 et comme le sera son prochain mandat dans cinq ans s'il garde le parti en main. Que l'on compare à l'incertitude de la présidentielle française, quatre mois encore avant le vote...

L'image de Xi Jinping est désormais

partout, comme autrefois celle de Mao. Il n'apparaît plus comme le membre d'une équipe, à la différence de ses prédécesseurs. Il s'affiche dans une photo retouchée au point de ressembler à une peinture, sans cheveux blancs, sans ride, sans âge, comme une figure intemporelle à vénérer et derrière laquelle il faut se ranger.

Le régime a créé une équipe centrale de propagande avec trente-six hauts cadres du Parti – dont trois nouveaux membres du Bureau politique. Ils ont pour tâche de diffuser les conceptions du chef du Parti, c'est-à-dire « La Pensée de Xi Jinping sur le socialisme à caractéristiques chinoises pour une ère nouvelle ». Début novembre quarante universités annonçaient qu'elles ouvraient des centres de recherches sur les idées de Xi Jinping. Nul doute qu'il en sortira de grands apports à la pensée mondiale.

La comparaison avec nos institutions donne à réfléchir. Il n'y a qu'une femme parmi les membres permanents du Bureau politique ; au Comité central, elles n'en représentent que 4,9 % des effectifs. Elles font un quart des 2300 délégués du parlement. Sur un autre plan, qui nous rapproche de nos préoccupations d'aujourd'hui, la propagande officielle assure que le harcèlement sexuel est une spécialité de l'Occident et que la grande culture chinoise le rend impensable. Ces affirmations xénophobes n'ont pas le moindre fondement, comme le montrent les réactions publiées sur la toile. Faut-il rappeler que le pays compte, selon les estimations les plus courantes, au moins six

millions de prostituées, ce qui lui assure évidemment la palme mondiale ? D'ailleurs une bonne part des dossiers montés contre les

responsables évincées au nom de la lutte contre la corruption comporte un appendice sur les travers sexuels des intéressés.

Paré des plumes du socialisme

Le régime chinois a cette particularité de revendiquer un socialisme d'avant-garde « à caractéristiques chinoises » tout en dissimulant les accaparements financiers que pratique sa classe dirigeante. Accaparements énormes, qui s'accompagnent d'inégalités de richesses parmi les plus élevées de la planète.

Le consortium international d'enquête des journalistes a révélé en janvier 2014 la face cachée de cet État « socialiste ». Son dossier China Leaks a été traité à part dans l'ensemble des Offshore Leaks en raison des difficultés de vérifications et d'identification dues notamment à la langue. Dans le bureau politique, dans le haut commandement militaire, parmi les responsables des grandes municipalités et dans les rangs des hommes d'affaires, toute une catégorie de responsables fait – directement ou en famille – un large usage des paradis fiscaux, accumule les actifs financiers ou immobiliers et gère ses avoirs selon des principes qui n'ont rien à voir avec la « construction du socialisme ».

Le groupe d'enquête a diffusé en janvier 2014 une liste de 22 000 utilisateurs de paradis fiscaux issus du continent chinois et de Hongkong. Ils ont placé leur fortune avec l'aide des banques occidentales ou asiatiques et appartiennent à tous les secteurs de l'économie : pétrole, énergie verte, industrie minière, commerce des armes. Une des principales destinations serait les Vierges britanniques et, accessoirement, Samoa.

Les fuites de capitaux de 2000 à 2014 atteindraient mille milliards ou quatre mille milliards de dollars. Les journalistes qui en ont parlé ont eu affaire avec la justice ; les citoyens qui demandaient que les dirigeants exposent leur fortune se sont retrouvés en prison. Les dirigeants ont obtenu le silence à ce sujet sur tout le territoire.

Les plus hauts dirigeants sont concernés par ces sorties de capitaux vers les paradis fiscaux, Ding Jiagui, beau-frère du chef du parti Xi Jinping, est un milliardaire de l'immobilier et de l'industrie électronique. Wen Yunsong, fils du

précédent premier ministre Wen Jiabao, a dirigé jusqu'à 2008, la firme Trend Gold Consultants créée aux Îles Vierges avec l'aide du Crédit suisse de Hongkong. Il dirige depuis une des plus grandes entreprises d'Asie opérant sur satellite. Sa sœur, Wen Ruchun, est également impliquée dans des opérations aux Îles Vierges.

Des membres des familles de Deng Xiaoping, l'homme qui a pris la direction du Parti deux ans après la mort de Mao, de l'ancien premier ministre Li Peng (l'un des principaux responsables du massacre de Tiananmen en 1989) ou du précédent chef d'État Hu Jintao sont, de même, cités dans les documents de 2014. On peut ajouter le nom de Peng Zhen, l'un des vétérans du parti, ancien maire de la capitale démis pendant la Révolution culturelle.

*
* *

Certains en Occident trouvent ces informations plutôt réconfortantes : puisque les dirigeants aiment tant l'argent, c'est qu'ils sont finalement comme nous et qu'on peut s'entendre. Ils feraient bien de réfléchir sur les dangers d'une telle connivence. La pratique de l'hypocrisie d'État n'est en rien rassurante. On a connu sur notre continent, et il n'y a pas si longtemps, des régimes qui se prétendaient socialistes et nationaux. Ils n'ont pas craint, ils ont même recherché, l'épreuve de force et ont mené leur peuple et l'Europe à la catastrophe.

On a l'impression finalement que le comportement des dirigeants chinois n'est pas trop différent de celui de nombre de dirigeants du reste du Tiers Monde. Impitoyables envers leur opposition, très soucieux de défendre leurs intérêts et de trouver des placements sûrs à l'étranger. Quant au conglomérat des entreprises publiques et des couches politiques dirigeantes, il caricature la situation des pays capitalistes. À ceci près que l'appareil de gouvernement chinois se drape dans la bannière du communisme.

L'indispensable censure

Si l'appareil judiciaire chinois fonctionnait comme ailleurs (Slovénie, Australie, Colombie), il pourrait être demandé aux dirigeants chinois de rembourser les sommes énormes qu'ils ont mises à l'abri ou de verser du moins les impôts dus. Mais la question ne se pose pas puisque c'est d'eux-mêmes que dépend le déclenchement des poursuites.

Avant la Révolution française, on le disait déjà avec le Figaro de Beaumarchais : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur ». Comme tout autocrate, Xi Jinping se régale des éloges et obtient qu'on inscrive sa pensée dans les statuts du Parti ; mais il ne tolère pas la critique, ni même l'interrogation gênante, ni même qu'on signale une difficulté. À ce compte-là, transposé chez nous, avec les questions au gouvernement télévisées du mercredi, c'est toute l'Assemblée nationale qui serait coffrée sans délai, En marche ou pas, Insoumise ou pas, Républicaine ou pas, Communiste ou pas.

Les associations officielles d'amitié France-Chine s'en vont voyager là-bas et ferment les yeux : ne rencontrant aucun opposant, elles imaginent qu'il n'en existe pas. Mieux vaut parler de paix, d'échanges culturels et de contrats commerciaux que d'évoquer des budgets militaires en croissance, les bases

navales et aéronavales construites à partir de récifs situés dans des eaux controversées à mille kilomètres des côtes chinoises et les pressions exercées ainsi sur toute la zone asiatique : la France vend discrètement des armes. Encore une fois, le régime chinois est trop puissant pour qu'on le dise.

Cette révérence s'explique peut-être, chez certains, par le respect qu'ils accordent à l'idéal communiste. Celui-ci a, dans les premiers temps, enflammé une partie de la société chinoise. Il en resterait à leurs yeux une sorte de vernis, qui limiterait la critique comme on voit encore pour Cuba ou pour le Vietnam. Cet idéal est encore diffusé dans les manuels scolaires chinois et touche une partie de la population, mais assez peu car toute la société est structurée à l'inverse. Quand la fortune des trois hommes les plus riches du pays équivaut à celle cumulée des trois cent cinquante millions les plus pauvres, cela a-t-il un sens de parler de revenu moyen ? Est-il encore possible de parler de socialisme ? De dignité humaine et de droits de l'Homme ? Certainement pas. Nous reviendrons sur le sujet dans le prochain billet Chine.

Alain Bouc

► L'ensemble des lettres « Les droits de l'Homme en Chine » est disponible à l'adresse <http://www.ldh-france.org/tag/bulletin-chine/>